

Cartes de la CPE. Comment la relance de l'agression militaire russe contre l'Ukraine co-produit-elle l'émergence d'une Communauté politique européenne le 6 octobre 2022 ?

mercredi 12 octobre 2022, par [AB PICTORIS](#), [Pierre VERLUISE](#)

Citer cet article / To cite this version :

[AB PICTORIS](#), [Pierre VERLUISE](#), **Cartes de la CPE. Comment la relance de l'agression militaire russe contre l'Ukraine co-produit-elle l'émergence d'une Communauté politique européenne le 6 octobre 2022 ?**, *Diploweb.com : la revue géopolitique*, 12 octobre 2022.

Hum... Vous semblez apprécier le DIPLOWEB.COM. Nous vous en remercions et vous invitons à participer à sa construction.

Le DIPLOWEB.COM est LE media géopolitique indépendant en accès gratuit, fondé en l'an 2000. Nous vous proposons de participer concrètement à cette réalisation francophone de qualité, lu dans 190 pays. Comment faire ? Nous vous invitons à verser un "pourboire" (tip) à votre convenance via le site <https://fr.tipeee.com/diploweb> . Vous pouvez aussi rédiger un chèque à l'ordre du DIPLOWEB.COM et l'adresser à Diploweb.com, Pierre Verluise, 1 avenue Lamartine, 94300, Vincennes, France. Ou bien encore faire un virement bancaire en demandant un RIB à l'adresse expertise.geopolitique@gmail.com.

Avec 5 000€ par mois, nous pouvons couvrir nos principaux frais de fonctionnement et dégager le temps nécessaire à nos principaux responsables pour qu'ils continuent à travailler sur le DIPLOWEB.COM.

Avec 8 000€ par mois, nous pouvons lancer de nouveaux projets (contenus, événements), voire l'optimisation de la maquette du site web du DIPLOWEB.COM.

La relance de l'agression militaire russe contre l'Ukraine co-produit l'émergence d'une Communauté politique européenne dont personne n'aurait osé dessiner la carte à la veille du 24 février 2022. La voici, 6 jours après la création de la CPE. Comme pendant la Guerre froide (1947-1990), la peur reste en octobre 2022 un accélérateur de convergences.

Pour des raisons pédagogiques, cette carte est présentée sous deux versions, chacune au format JPEG et au format PDF haute qualité d'impression. Vous pouvez ainsi télécharger, imprimer et afficher celle qui a votre préférence.

LE 6 OCTOBRE 2022, 44 États liés au sous-continent européen se réunissent à Prague dans le cadre du premier sommet de **la Communauté politique européenne (CPE)**. Cette idée est formulée par Emmanuel Macron le 9 mai 2022 à l'occasion de la journée de l'Europe alors que la France exerçait la présidence tournante du Conseil (des ministres) de [l'Union européenne](#). Elle survient dans le contexte de [l'agression russe contre l'Ukraine](#), plus de 30 ans après la proposition par F. Mitterrand d'une Grande Europe qui aurait été une sorte de confédération européenne.

Néanmoins, il existe une différence majeure entre ces deux idées : [la Russie](#) et la Biélorussie, pourtant États géographiquement européens, ne sont pas conviées au premier sommet de la CPE. En effet, la Communauté politique européenne telle que formulée par E. Macron prend forme alors que Moscou a relancé son agression contre l'Ukraine, huit ans après l'annexion de la Crimée, qui avait déjà conduit à une détérioration des relations russo-occidentales.



Ainsi, le fait de réunir 44 États, dont d'ex-Républiques socialistes soviétiques (Ukraine, Moldavie, Géorgie, Arménie, Azerbaïdjan), autour d'un « pôle politique européen » **autonome** centré autour de valeurs communes et d'un soutien infaillible à l'État ukrainien, envoie un message fort : isoler la Russie et son allié biélorusse sur la scène européenne et internationale. Par ailleurs, le lieu de ce premier sommet de la CPE, Prague, capitale de la République tchèque [1] et ancienne capitale de la Tchécoslovaquie [2], peut être également perçu comme un symbole. En effet, une réunion de pays souhaitant s'associer aux valeurs démocratiques que promeut l'Union européenne n'est pas sans rappeler le Printemps de Prague, qui avait alors ouvert l'ex-Tchécoslovaquie à des pratiques plus démocratiques [3] en 1968, mais qui avait finalement été écrasé par les troupes du Pacte de Varsovie [4] quelques mois plus tard, en août 1968.

Ainsi, la tenue d'un tel sommet alors que la guerre menée en Ukraine par la Russie avec le soutien de son allié biélorusse [5] ne cesse de croître en intensité, est à prendre en compte dans la réflexion globale au sujet de ce conflit. L'annonce de Vladimir Poutine en septembre 2022 d'une mobilisation partielle en Russie (300 000 réservistes appelés), mais aussi de la

tenue de parodies de « référendums » d'annexion dans les régions ukrainiennes contrôlées par la Russie (Donetsk, Louhansk, Zaporijjia, Kherson), ne va pas sans réponse de la part de ces 44 États, réunis dans le but d'échanger sur les conséquences directes de cette guerre sur le sol européen, et sur les moyens de soutenir économiquement, militairement, politiquement et financièrement l'Ukraine dans la défense de son territoire souverain. Ce qui conduit à la problématique suivante : **comment la relance de l'agression militaire russe contre l'Ukraine co-produit-elle l'émergence d'une Communauté politique européenne (CPE) le 6 octobre 2022 ?**

La Communauté politique européenne : la naissance d'un pôle politique européen autonome face au retour de l'insécurité sur le sous-continent européen

Annoncée le 9 mai 2022 et approuvée par le Conseil européen des 23 et 24 juin 2022 lors de la Présidence française de l'UE [6], la Communauté politique européenne donne un nouvel élan à la volonté de renforcer **l'aspect politique** de la communauté européenne avec des États qui ne font pas partie de l'Union européenne. Il s'agit de **développer la structuration politique du sous-continent européen**. De manière significative, le président du Conseil européen C. Michel est aux commandes de cette première réunion, en étroite coordination avec la présidence tchèque (du Conseil des ministres) de l'UE, et le président français E. Macron au titre d'initiateur du projet.

L'objet initial est de rassembler en un espace catalyseur les États prêts à contribuer à la sécurité, à la stabilité et à la prospérité. Ce sont les valeurs démocratiques qui sont initialement sommées de faire un socle commun. L'intention est de retrouver le sens de la communauté face à un État, la Russie, qui malmène non seulement les valeurs démocratiques mais les fondamentaux du droit international. Il s'agit d'agir de manière décisive pour préserver l'avenir des pays membres.

Il est, en effet, significatif de souligner qu'après la relance de l'invasion de l'Ukraine par la Russie le 24 février 2022, [trois États déposent rapidement une candidature à l'UE : l'Ukraine \(28 février\), la Géorgie et la Moldavie \(3 mars\)](#). Or, ces demandes ne rentrent plus seulement dans le cadre d'une volonté de s'associer **économiquement** à l'UE, mais surtout de s'associer **politiquement** à l'Union. Au sein même de l'UE, l'agression russe contre l'Ukraine incite le Danemark à rejoindre la politique de sécurité et de défense commune (PSDC), après une exemption de 30 ans. Notons aussi que [la Suède](#) et la Finlande - membres de l'UE - décident alors d'abandonner leur neutralité historique et de poser leur candidature à l'[OTAN](#).

La Communauté politique européenne se veut être une solution rapide et concrète afin de réunir des États qui souhaitent s'associer autour d'un pôle politique qui défend des valeurs démocratiques face au retour de l'instabilité menaçant désormais la paix et la sécurité en Europe géographique. Cependant, cette CPE n'a aucunement l'intention de remplacer des organisations, structures ou initiatives existantes, telles que le Conseil de l'Europe, l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE) ou la relation transatlantique. Il s'agit davantage d'**une plateforme de « dialogue, d'écoute et de compréhension mutuelle »** [7] entre États alors menacés par les conséquences de la

poursuite de l'agression russe contre l'Ukraine. La CPE n'est pas une alternative à l'adhésion à l'UE et ne se substitue pas au processus d'élargissement. Les États candidats à l'UE en ont fait une condition de leur participation à la CPE.

Une communauté de principes, une communauté de résilience, une communauté de coopération.

La Communauté politique européenne se veut une communauté au sens propre du terme puisque tous les États participants ont un intérêt commun à son objectif général. C'est aussi une communauté de principes, une communauté de résilience, une communauté de coopération. Il ne s'agit pas de concurrencer l'OSCE et encore moins l'OTAN considérés comme les partenaires les plus vitaux pour le maintien de la sécurité euro-atlantique. L'OTAN est toujours considérée comme la colonne vertébrale de la coordination militaire et de la défense de l'UE, voire de sa dissuasion nucléaire. La CPE entend servir d'espace de dialogue pour les membres et non membres de l'UE et de l'OTAN pour lesquels la sécurité est une question d'intérêt commun.

Face au retour de l'insécurité sur le sous-continent européen, le sommet fondateur de la CPE du 6 octobre 2022 a pour vocation d'aborder des sujets qui concernent tous les États participants, tels que les moyens de soutenir l'Ukraine dans son effort de guerre, mais aussi, et de façon plus directe, la crise énergétique et la situation économique, conséquences directes des sept mois d'offensive russe sur le sol européen. En effet, ces deux sujets, qui avaient alors tendance à diviser les pays-membres de l'UE [8], ont représenté, lors du sommet du 6 octobre, le sujet à part entière d'une table ronde. Un dialogue constructif et transparent devient plus que jamais nécessaire entre États de l'UE et autres pays européens : à l'approche de l'hiver, la sécurité énergétique de l'Europe, avec la multiplication par 15 du prix du gaz au sein de l'UE, et dernièrement avec les actes de sabotage des gazoducs *Nord Stream 1* et *2* reliant la Russie à l'Allemagne, est un exemple très concret de thème à aborder entre ces 44 pays participants, comptant notamment des producteurs de gaz (Royaume-Uni, Norvège, Azerbaïdjan).

Un « message d'unité de notre Europe » (E. Macron) : une façon de souligner la volonté européenne d'isoler la Russie

Le président français E. Macron, lors d'un discours prononcé au premier sommet de la CPE, évoque cette initiative comme « un message d'unité de notre Europe », d'une certaine manière face à la Russie. Ces mots résonnent d'autant plus que la CPE compte parmi ses participants des États anciennement membres du Pacte de Varsovie et désormais membres de l'UE (Pologne, ex-Tchécoslovaquie [9], Hongrie...), mais aussi d'ex-RSS qui ne font pas partie de l'UE mais qui participent à son Partenariat oriental (Ukraine [10], Moldavie, Géorgie, Arménie [11], Azerbaïdjan) [12]. En plus de compter des États qui font partie de l'ancien « pré-carré » de Moscou [13], la CPE réunit également des États-membres de l'OTAN qui ne font pas ou plus partie de l'UE, tels que l'Islande et la Norvège ou encore le Royaume-Uni. Lorsque le Royaume-Uni était de l'Union européenne, il était souvent aux côtés des pays les plus critiques à l'égard de la Russie poutinienne, avec la Pologne, la Lituanie ou la Suède. Depuis la relance

de la guerre russe en Ukraine, Londres est parmi les soutiens les plus dynamiques de Kiev, notamment en matière de renseignement et de matériel militaire.

Il est également intéressant de noter que [la Turquie, membre de l'OTAN](#) et [officiellement toujours candidate à l'Union européenne](#) mais dont les négociations sont suspendues de manière indéfinie, a participé à ce premier sommet de la CPE, et ce malgré ses relations très ambiguës avec la Russie. En effet, Ankara a affirmé plusieurs fois son soutien à l'Ukraine, a également mis en œuvre, sous l'égide de l'ONU, un accord russo-ukrainien en juillet 2022 sur les exportations de céréales en provenance d'Ukraine, mais ne compte pas imposer de sanction à la Russie, et semble même profiter de la situation. En effet, rien qu'en mars et avril 2022, plus de 100 nouvelles sociétés à capitaux russes ont ouvert en Turquie. Les échanges commerciaux entre les deux États ont également atteint un record sur la période janvier-juin 2022, s'élevant à 33,5 milliards de dollars [14]. Alors que la Turquie livre ses drones *Bayraktar TB2* à l'Ukraine pour se défendre face à la Russie, Ankara et Moscou signent un nouveau contrat sur la livraison d'un système de défense antiaérienne et antimissile mobile russe *S-400* [15] à l'armée turque. Il n'est pas d'usage qu'un pays de l'OTAN achète de l'armement à la Russie. Ainsi, la présence de la Turquie à ce sommet renvoyant un message d'unité autour d'une Europe politique, malgré ses relations avec Moscou et [ses différends avec la Grèce, Chypre](#) ou encore l'Arménie [16], est à souligner et mérite d'être approfondie. Il y aurait également lieu de s'interroger sur le respect des principes démocratiques en Turquie [17].

V. Poutine a transformé pour longtemps la Russie en État paria

Outre la question turque qui reste très ambiguë, la réunion en ce premier sommet de la CPE d'une communauté politique européenne très étendue souhaite véritablement renvoyer le symbole d'une unité politique sur un sous-continent qui, 77 ans après la Seconde Guerre mondiale et deux décennies après les guerres liées à la dissolution de la Yougoslavie, voit la guerre s'installer à nouveau. C'est dans ce contexte que la CPE offre l'opportunité de bâtir une « intimité stratégique » [18] entre des États animés par la volonté de s'unir autour de principes communs, membres ou non de l'Union européenne. Lors du sommet de Prague, et dans le même esprit, la première ministre britannique Liz Truss et le premier ministre tchèque Petr Fiala ont insisté sur l'idée d'un « front européen uni » face à la « brutalité de Poutine » : la CPE pose ainsi la pierre angulaire d'une nouvelle forme de dialogue visant à isoler davantage [la Russie](#) et son allié biélorusse, au nom de principes et de valeurs partagés par ce nouveau « pôle politique » européen. Pour mémoire, [la Russie de V. Poutine](#) est depuis deux décennies obsédée par l'idée de revenir à la table des décideurs et de se mettre au centre d'une nouvelle « architecture de sécurité européenne ». Il voudrait construire celle-ci sur un affaiblissement des relations UE-OTAN, l'essor de relations transactionnelles et un partage des sphères d'influences entre grandes puissances. Il voudrait que la Russie se voit reconnaître un droit de regard sur toutes les ex-Républiques socialistes soviétiques, à commencer par l'Ukraine.

Par ses violations du droit international et des frontières d'un État souverain, il se retrouve à la porte de cette Communauté politique européenne. V. Poutine a transformé pour longtemps la Russie en État paria. De manière classique, l'exclusion *de facto* de la Russie produit de l'inclusion via la Communauté politique européenne.

Conclusion

La Communauté politique européenne, concrétisée par ce sommet de Prague du 6 octobre 2022 sur fond de retour de la guerre sur le sol européen, marque la volonté pour les pays participants d'afficher une union politique et donc de se dissocier de la Russie et de la Biélorussie, pourtant également géographiquement européennes, au moins pour partie dans le cas de la Russie. Bien qu'il ait été dit lors de ce sommet que cette CPE a été concrétisée sans la présence de la Russie car elle se serait elle-même « mise en dehors de la communauté européenne » [19], la CPE s'est bien formée en réponse à l'agression russe de l'Ukraine. Comme durant la Guerre froide (1947-1990), la peur reste en 2022 un accélérateur de convergences. Pour les pays de la CPE, il s'agit aussi de prendre en compte deux autres paramètres : les Etats-Unis souhaitent pouvoir se concentrer sur leur confrontation avec la République populaire de Chine ; et la Chine conteste l'ordre international libéral et les démocraties occidentales.

À travers la réalisation de deux cartes similaires mais aux couleurs différentes, nous avons voulu offrir deux exemples de choix cartographiques. A vrai dire, notre réflexion cartographique est partie d'une problématique, a été suivie par la rédaction d'une légende, puis la réalisation d'une carte. Rappelons-nous que les cartes portent toujours un message.



Le rouge étant souvent utilisé pour représenter graphiquement « l'agression », la **première carte** représentant la CPE en bleu et la Russie et la Biélorussie dans des teintes de rouge fait bien passer le message au lecteur que la CPE s'est pour partie construite face à l'agression de la Russie en Ukraine. De plus, cette distinction bleu/rouge ayant souvent été utilisée pour représenter les blocs lors de la Guerre froide, cette première carte pourrait montrer que la construction de la CPE pourrait être observée comme un retour aux logiques de « blocs », comme au temps de la Guerre froide (1947-1990)... Notons, cependant, que cette expression de « blocs » est possiblement trompeuse puisque les regroupements de la Guerre froide ne sont pas ceux d'aujourd'hui. Pour ne prendre qu'un exemple, la Pologne était du bloc de l'Est, elle est devenue membre de l'OTAN dès 1999 et de l'UE en 2004, pour devenir un des pays les plus opposés à la Russie. Sans approfondir, notons également que les techniques de la guerre ont changé, avec le développement du cyber et l'usage des drones, par exemples.



Nous avons ensuite réalisé une **seconde carte**, représentant cette fois la Russie et la Biélorussie dans des teintes de gris, qui représentent davantage cette idée « d'absence », voire « d'exclusion » de la CPE. Il est intéressant de voir que malgré la similitude de ces deux cartes, un simple usage de couleurs peut modifier à la marge le message véhiculé par la carte... Les données sont les mêmes, mais les variations de couleurs modulent différemment le message.

Par ailleurs, et pour conclure, il est intéressant de voir que malgré de nombreuses tensions au sein de cette communauté (très) élargie, la CPE a pu entamer sa construction sur cette idée « d'association politique » et de plateforme de dialogue entre États aux statuts très différents vis-à-vis de l'Union européenne - la colonne vertébrale de la CPE. Ce qui pourrait, en cas de succès, contribuer à donner à l'UE une nouvelle envergure géopolitique. Chacun se souvient qu'un des objectifs initiaux d'Ursula von der Leyen en 2019 était de former une Commission européenne « géopolitique ». C'est aussi un bel exemple d'une synergie entre une proposition - préoccupation - de Paris et son développement par l'Union européenne. Certes, la CPE est distincte de la coopération bilatérale et régionale de l'UE et n'est pas une alternative à l'élargissement, mais de fait, l'UE fournit la colonne vertébrale de cette initiative et pourrait contribuer à de nouveaux projets de coopération.

Il est en effet nécessaire de souligner qu'outre les différends existants vis-à-vis de certains sujets entre États membres de l'UE, il existe d'autres tensions, parfois armées, entre certains pays participant à la CPE. C'est notamment le cas de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan, qui ont repris les hostilités autour de la question du [Haut-Karabagh](#) en septembre 2022. Réunis à Prague, le président du Conseil européen, C. Michel, a profité de cette occasion pour organiser et participer à une rencontre quadripartite réunissant le premier ministre arménien N. Pachiinian, le président azerbaïdjanais I. Aliyev et le président E. Macron dans le but de mettre en place une mission de l'UE à la frontière entre les deux États. Ainsi, la CPE a également servi de plateforme de dialogue et de médiation entre deux États aux fortes tensions, ce qui mérite d'être souligné.

Cependant, d'autres tensions subsistent au sein de cette communauté politique européenne étendue : le problème entre la Turquie, la Finlande et la Suède - deux États ayant récemment déposé leur demande d'adhésion à l'OTAN - est encore loin d'être résolu [20]. Il en va de même avec les tensions entre la Serbie et le Kosovo, la Serbie et la Bosnie, ou encore entre le Royaume-Uni et l'UE depuis le *Brexit* (2016-2020). Ainsi, le fait que ces pays s'unissent dans le cadre de cette CPE pour s'opposer à la relance de l'agression russe contre l'Ukraine est majeur, mais la non-résolution des tensions au sein-même du sous-continent européen, ainsi la relation très ambiguë de la Turquie avec la Russie, laissent planer quelques doutes prudents sur la poursuite d'une union politique ferme et infaillible entre ces 44 États une fois la guerre en Ukraine terminée... Pour l'heure, la relance de l'agression militaire russe contre l'Ukraine coproduit l'émergence d'une Communauté politique européenne dont personne n'aurait osé dessiner la carte au 1er janvier 2022. Décidemment, oui, la relance de l'agression russe contre l'Ukraine le 24 février 2022 modifie bien la géopolitique de l'Europe géographique.

Copyright pour le texte 12 octobre 2022-Lambert-Verluisse/Diploweb.com

Plus

[Au format PDF haute qualité d'impression. Carte de la CPE. Version Bleu/Rouge](#)
[Comment la relance de l'agression militaire russe contre l'Ukraine co-produit-elle](#)
[l'émergence d'une Communauté politique européenne le 6 octobre 2022 ?](#)

[Au format PDF haute qualité d'impression. Carte de la CPE. Version Bleu/Gris](#)
[Comment la relance de l'agression militaire russe contre l'Ukraine co-produit-elle](#)
[l'émergence d'une Communauté politique européenne le 6 octobre 2022 ?](#)

NDLR Les cartes ont été MAJ le 14 octobre 2022, sous les deux formats, les noms de fichiers des cartes sont nouveaux

P.-S.

AB Pictoris est une jeune entreprise française fondée par Blanche Lambert, cartographe indépendante. Passionnée de cartographie et de géopolitique, elle a obtenu un Master en Géopolitique (parcours cyber, IFG, Paris VIII) et en Géostratégie (Sciences Po Aix) après une licence de Géographie et Aménagement du Territoire (Paris I). Pierre Verluise Docteur en géopolitique de l'Université Paris IV - Sorbonne. Fondateur associé de Diploweb. Professeur en CPGE à Blomet (Paris). Enseigne la géopolitique en Master. Chercheur associé à la FRS. Auteur, co-auteur ou directeur d'une trentaine de livres. Producteur de trois Masterclass sur Udemy : "[Les fondamentaux de la puissance](#)" ; "[Pourquoi les données numériques sont-elles géopolitiques ?](#)" par Kévin Limonier ; "[C'était quoi l'URSS ?](#)" par Jean-Robert Raviot.

Notes

[1] Hasard du calendrier, certes, la République tchèque exerce au deuxième semestre 2022 la présidence tournante de l'UE.

[2] La Tchécoslovaquie a été divisée pacifiquement en 1993 : deux États en sont nés, la République tchèque et la Slovaquie.

[3] Ces réformes, annoncées en 1968 par Alexander Dubček, font partie d'un programme intitulé « Un socialisme à visage humain ».

[4] A l'exception de la Roumanie et de l'Albanie, qui décide d'ailleurs de se retirer du Pacte de Varsovie après ces événements.

[5] La Biélorussie possède des accords de défense bilatéraux avec la Russie, et est membre de l'Organisation du Traité de sécurité collective (OTSC) qui réunit la Russie, la Biélorussie, le Kazakhstan, le Kirghizistan, le Tadjikistan et l'Arménie. Pour le moment, la Biélorussie ne participe pas directement au conflit, mais donne un libre usage de son territoire pour les

forces armées russes.

[6] Présidence française (du Conseil des ministres) de l'UE (PFUE).

[7] Charles Michel, discours prononcé le 6 octobre 2022.

[8] La question du pétrole et du gaz russes avaient largement tendance à diviser les États européens, dont la dépendance aux importations énergétiques diffère largement d'un pays à l'autre. De plus, les liens qu'entretient par exemple la Hongrie avec la Russie a représenté un grand frein dans l'élaboration de sanctions à l'encontre de Moscou. Notons que depuis déjà 15 ans la dimension géopolitique des exportations hydrocarbures russes vers l'Union européenne avaient été démontrée. Cf Chapitre « Russie, énergie et géopolitique », par Céline Bayou et Pierre Verluise dans Annette Ciattoni (dir.) « La Russie ». Coll. Pour les concours (Capes et agrégation), Paris, Sedes, 2007.

[9] En 1993, la Tchécoslovaquie se divise en deux États, la République tchèque et la Slovaquie.

[10] La Biélorussie fait partie du Partenariat oriental de l'UE mais en raison de son soutien à la Russie, elle n'a pas été invitée à participer à la CPE.

[11] Le cas de l'Arménie est complexe. Compte du génocide arménien de 1915, l'Arménie a des relations tendues avec la Turquie, ce qui la conduit souvent à voir dans la Russie une protection. L'Arménie est ainsi devenue en 2015 membre de l'Union économique eurasiatique portée par la Russie... qui voulait précédemment contraindre l'Ukraine à y adhérer.

[12] Initialement, la Biélorussie était éligible à la Politique européenne de voisinage (2004) puis au partenariat oriental (2009) mais une succession de violations des droits fondamentaux l'ont mise en difficulté. A la suite d'une élection présidentielle frauduleuse, l'UE a progressivement imposé à partir d'octobre 2020 des mesures restrictives à l'encontre de la Biélorussie. Le 28 juin 2021, la Biélorussie a suspendu sa participation au Partenariat oriental.

[13] A compter des années 1990, la Russie de B. Eltsine utilise parfois le terme d' « étranger proche » pour désigner les ex-républiques soviétiques sur lesquelles la Russie prétend avoir une forme de droit de regard. Il s'agit en quelque sorte de leur imposer une restriction de souveraineté. Durant les années V. Poutine (2000 -) cette préoccupation se renforce au fil du temps. Cf. Anne de Tinguy, « Le géant empêtré. La Russie et le monde de la fin de l'URSS à l'invasion de l'Ukraine », éd. Perrin, 2022.

[14] I. Delanoë, « Russie-Turquie : l'ombre de la Syrie en Ukraine », Observatoire franco-russe, 24 août 2022

[15] Annonce du Service fédéral russe pour la coopération militaro-technique à la suite du salon *Armiya 2022* ; selon I. Delanoë, la Turquie a tenté de minimiser cette annonce

[16] La Turquie ne reconnaît toujours pas le génocide arménien de 1917, et soutient l'Azerbaïdjan dans son offensive contre les Arméniens du Haut-Karabagh et contre l'État arménien (offensive qui a repris en septembre 2022)

[17] Au sein même des pays membres de l'Union européenne, le respect des grands principes de l'État de droit sont loin d'être respectés en Hongrie depuis 2010 et en Pologne depuis 2015. Liste non exhaustive.

[18] Discours d'E. Macron au sommet de Prague, 6 octobre 2022.

[19] Discours de J. Borrell, 6 octobre 2022.

[20] La Turquie ne cesse de menacer ces deux États d'utiliser son droit de veto pour leur adhésion à l'OTAN (les adhésions se votent de manière unanime entre les 30 États-membres), car ils représentent une véritable terre d'accueil pour les Kurdes, contre qui les forces turques se battent en Syrie.